

Dernière semaine décisive pour les élections municipales



ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

POLITIQUE

A une semaine du premier tour, rien n'est joué dans de nombreuses villes.

Les résultats des municipales seront lourds de conséquences pour la présidentielle de 2027.

Grégoire Poussieltgue

Dernière semaine d'une campagne atypique pour les candidats aux élections municipales. Il y a six ans, le scrutin avait été percuté par le Covid – avec trois mois d'écart entre les premier et second tours en raison du premier confinement – et s'était traduit par une participation bien inférieure à la moyenne (41,6 % au second tour). Le principal enseignement des résultats était la vague verte avec les victoires des écologistes à Strasbourg, Bordeaux, Lyon ou encore Poitiers.

Les municipales de 2026 s'annoncent décisives. Ce sont les premières élections depuis les législatives de 2024 issues de la dissolution. Ce sont aussi les dernières avant la présidentielle de 2027, devenant de fait une sorte de répétition générale. Les campagnes ont été locales, et les partis ont laissé le champ libre à leurs candidats. Nombreux étaient ceux à refuser une nationalisation de la campagne. Mais les résultats seront lus avec une loupe nationale tant plusieurs camps, et de nombreuses personnalités, jouent gros.

« Ce sont des campagnes locales avec de lourdes implications nationales, même si cela a toujours été le cas. Avoir toutes les élections municipales le même jour dans toutes les communes, contrairement à plusieurs pays européens comme l'Allemagne ou l'Angleterre, leur donne une grosse caisse de résonance natio-

nale », note le politologue Bruno Cautrès, chercheur au Cevipof. Le premier concerné est Edouard Philippe. Il a fait de sa réélection au Havre une condition pour poursuivre sa campagne présidentielle, entamée très tôt (en septembre 2024) et pour laquelle il est le mieux placé au sein du socle commun. Sa défaite impliquerait une redistribution des cartes.

Marine Tondelier, la patronne des écologistes, elle aussi candidate à la présidentielle, ressortirait fragilisée d'un reflux de son camp, scénario qui tient la corde tant les maires écologistes sont menacés dans de nombreuses villes où ils ont pris le pouvoir en 2020. A Lyon, Jean-Michel Aulas, candidat non encarté mais soutenu par tout le socle commun, est sur le point de mettre un terme au mandat de Grégory Doucet.

L'heure de la grande clarification à droite

A l'inverse, une victoire à Nice, qui semble se dessiner, permettrait à Eric Ciotti, ancien patron des Républicains (LR) et aujourd'hui allié au RN, de valider sa stratégie d'alliance et d'afficher une victoire politique. Le lendemain des élections s'annonce déjà compliqué pour LR, incapable d'afficher une ligne claire entre une alliance avec le bloc central, une indépendance ou un rapprochement avec le RN. Dès le 23 mars, ce sera l'heure de la grande clarification à droite.

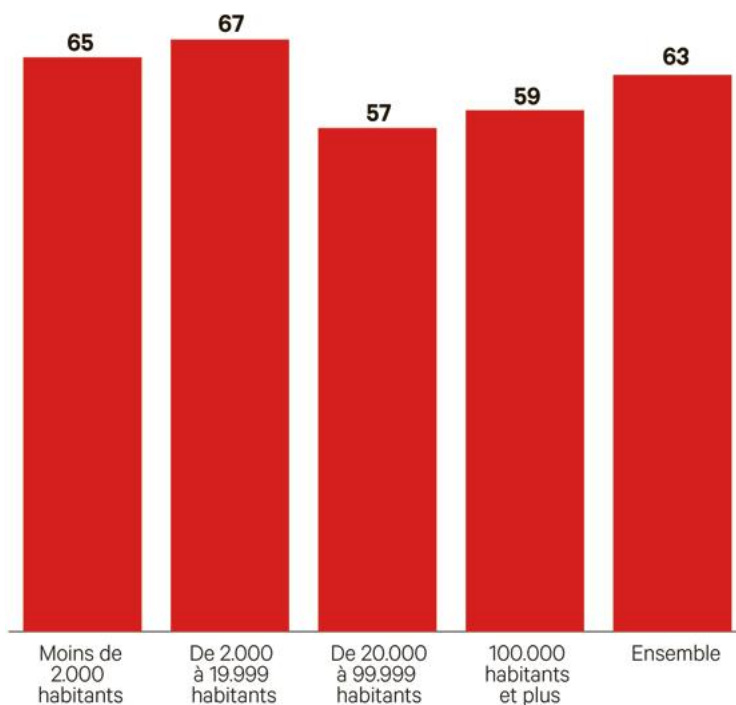
Ainsi, une victoire du Rassemblement national (RN) à Marseille, où Franck Allisio est au coude-à-coude avec le maire sortant Benoît Payan,

« Avoir toutes les élections municipales le même jour dans toutes les communes, leur donne une grosse caisse de résonance nationale. »

BRUNO CAUTRÈS
Chercheur au Cevipof

La participation au premier tour attendue forte dans les petites et faible dans les grandes villes

En %



« LES ECHOS » / SOURCE : BAROMÈTRE OPINIONWAY-SFIL POUR LES ECHOS ET RADIO CLASSIQUE. RÉALISÉ AUPRÈS DE 3.140 PERSONNES DU 25 FÉVRIER AU 5 MARS 2026 - PHOTO : AFP

constituerait un choc politique. « Si Marseille tombe aux mains du RN, c'est un séisme pour le pays. Marseille n'est pas n'importe quelle ville : elle est trop complexe, trop fragile pour qu'un néofasciste la gouverne à cause des ambitions de Jean-Luc Mélenchon », s'est inquiété dans les colonnes de « Libération » Benoît Payan (liste de gauche hors LFI).

Bataille pour le leadership à gauche

A gauche la grande clarification a commencé. La campagne a été marquée par la rupture définitive entre le Parti socialiste (PS) et La France insoumise (LFI). La mort du militant identitaire Quentin Deranque, tué par des militants de l'ultra gauche, et la surenchère de Jean-Luc Mélenchon qui reprend les codes de l'antisémitisme, a obligé le premier à achever de prendre des distances avec la seconde au niveau national, même si des alliances survivaient localement. « Le PS a été

obligé d'explicitier plus clairement son souhait de ne plus s'engager à une union avec LFI sur les mêmes bases. Cela est très important et aura des conséquences pour les prochains scrutins nationaux », poursuit Bruno Cautrès. A gauche, c'est le leadership pour la suite qui se joue avec ces municipales.

Jamais autant de grandes villes n'ont eu autant d'incertitude sur le nom de leur prochain édile. A Paris, Marseille, Bordeaux ou encore Toulouse, le jeu est très ouvert. Dans la capitale, où la droite tente de ravir la mairie avec un quart de siècle à gauche, la campagne est marquée par l'irruption de Sarah Knafo, qui, dans les sondages, ravit à Pierre-Yves Bournazel la troisième place derrière Emmanuel Grégoire et Rachida Dati. Une mauvaise nouvelle pour cette dernière qui peine à avoir une ligne claire sur une éventuelle alliance avec la candidate de Reconquête. Il lui reste une semaine de campagne. ■



Ces alliances qui divisent, à gauche comme à droite

Les sympathisants de gauche comme de droite sont divisés sur l'opportunité d'alliances à l'issue du premier tour des municipales, d'après les résultats de la troisième vague du baromètre OpinionWay-SFIL pour « Les Echos » et Radio Classique.

Isabelle Ficek

Les Français iront-ils dimanche prochain aux urnes pour le premier tour des élections municipales ? Selon la troisième vague du baromètre OpinionWay-SFIL pour « Les Echos » et Radio Classique, l'indice de participation est de 63 %. « On retrouverait alors un niveau de participation plus traditionnel pour des municipales et cela confirmerait l'accident de 2020 lié au Covid [avec un taux de participation au premier tour des municipales de 2020 à 44,66 %, contre 60,06 % en 2014, NDLR], note Bruno Jeanbart, vice-président d'OpinionWay. Le contexte est un peu particulier car la guerre en Iran vient perturber la campagne au niveau national, mais localement, elle se poursuit. »

Impact de la guerre en Iran
Comme souvent, l'indice de participation est plus fort dans les petites villes que dans les grandes (67 % contre 59 %), et beaucoup plus faible chez les 18-24 ans (39 %) que chez les 65 ans et plus (82 %). En revanche, il navigue grosso modo dans les mêmes eaux pour les différents électors – des sympathisants LFI (70 %) à ceux du RN (74 %) en passant par ceux du PS (77 %) ou de LR (79 %) –, sauf du côté des écologistes (61 %).

Le poids de la situation nationale sur le vote des Français pour ce scrutin a considérablement baissé, puisqu'à la question de savoir si elle « comptera » dimanche prochain dans leur choix, ils sont 51 % à dire « oui » mais ce chiffre a chuté de 12 points en un mois.

A l'inverse, 45 % répondent « non ». « Avec la guerre en Iran, le débat national a disparu ; les listes sont aussi désormais connues. A une semaine du scrutin, cela relocalise l'élection », avance le sondeur.

Sur le climat de la campagne, s'il est jugé, au niveau national, violent par 48 % des sondés, en revanche, au niveau de la commune, l'ambiance est jugée calme à 81 % et violente à 15 %. « Le climat très tendu au niveau national n'a pas de répercussions au niveau local, analyse Bruno Jeanbart, c'est un signe positif en termes de participation. »

Les alliances, « un sujet très sensible »

Il est en revanche un sujet qui divise les électors : la question des éventuelles alliances à l'issue du premier tour. Interrogés sur leur souhait d'alliance entre LFI, le PS et les écologistes, les sondés rejettent majoritairement l'idée puisqu'ils sont 69 % à ne pas souhaiter de telles alliances. Du côté des électors en revanche, la question divise fortement la gauche. En effet, 50 % des sympathisants PS la rejettent contre 49 % qui la souhaitent. Du côté des sympathisants écologistes, ils sont 71 % à les vouloir contre 28 % qui les refusent. Chez ceux de LFI, 76 % veulent de telles alliances.

Quant à d'éventuelles alliances entre des candidats RN à l'extrême droite et LR, elles sont rejetées par 61 % des sondés. Mais là encore, les électors sont divisés, avec 52 % des sympathisants LR qui y sont favorables (et 46 % contre) et 67 % de ceux du RN qui le souhaitent. « C'est un sujet très sensible. Mais dans les deux cas, c'est l'électorat de la frange radicale qui est la plus favorable à ces alliances et la frange la plus modérée qui est la plus divisée », souligne Bruno Jeanbart.

S'agissant des priorités des Français, elles n'ont pas changé avec, dans cet ordre-là, la sécurité (54 %), le cadre de vie et l'environnement (49 %) et les impôts locaux (40 %). ■

Quand la tactique supprime les idées

Sécurité et santé certes, mais après ? On a jusqu'ici peu parlé idées dans cette campagne municipale, et encore moins idées argumentées et financées.

Vote utile dès le premier tour, fusion de listes ou pas, alliances ou pas d'alliances avec les extrêmes. Il y en avait des sujets de fond susceptibles d'animer la campagne électorale, à commencer par les violences dans le périurbain à Paris. Et pourtant non, dans la capitale comme dans les principales grandes villes, la campagne électorale pour les municipales s'est d'emblée placée sous le signe de la tactique, pilotée par les sondages. Les idées sont passées au second plan. Non sans paradoxe d'ailleurs. Les étiquettes partisanes se sont cachées, les partis ont laissé la main à leurs instances locales, il n'y a eu ni grand meeting national, ni implication des responsables de premier plan. Gabriel Attal et Sébastien Lecornu n'ont pas cherché à se poser en chef de majorité. Les électeurs n'en peuvent plus de la politique, ont acté ces

LE FAIT DU JOUR
POLITIQUE
de Cécile Cornudet



responsables, il faut laisser les acteurs de terrain renouer le fil à leur façon. Or qu'ont fait ces acteurs ? Ils ont parlé politique, voire petite politique. Cela doit beaucoup aux incertitudes internationales, bien sûr, qui font relativiser les préoccupations du quotidien. Cela doit aussi à la proximité de l'élection présidentielle, dans à peine plus d'un an. Les élections municipales se sont retrouvées étouffées par enjeux plus puissants qu'elles. Voir renvoyées au rôle de tour de chauffe avant scrutin majeur. C'est sans attendre qu'il faut rompre avec Jean-Luc Mélenchon, a voulu montrer le

PS, sans sortir totalement de ses ambiguïtés. Si tour de chauffe il y a, il n'est guère rassurant au regard du débat démocratique. Le débat des municipales avait été occulté en 2020 par le Covid-19 et celui de la présidentielle 2022 par la guerre en Ukraine : cette campagne ne semble pas plus renouer avec les affrontements d'idées qui légitiment les élus et leur permettent d'agir. « La campagne a été décevante, elle ne s'est pas faite sur la ville que l'on veut », constate la directrice de l'Institut Montaigne, Marie-Pierre de Bailliencourt, dans « Les Echos » et dans « Le Figaro ». Dans les grandes communes dans les petites communes, les candidats ont regardé les sondages : les électeurs mettent la sécurité et la santé en tête de leurs priorités ? Qu'à cela ne tienne, ils l'ont fait eux aussi, sans idéologie, mais sans disposer pour autant des compétences (notamment contre le narcotrafic) et des finances qui

vont avec. Présenter des mesures financées n'est plus un passage auquel les candidats s'obligent, ou alors un passage fantaisiste. Il faut ajouter à cela le déploiement des campagnes sur les réseaux sociaux. « Des propositions spectaculaires y sont retirées aussi vite qu'annoncées afin de capter

Présenter des mesures financées n'est plus un passage auquel les candidats s'obligent

rapidement le bénéfice politique sans trop s'engager », observe la responsable de l'Institut Montaigne, « alors que sur les professions de foi imprimées le coût du reniement est plus élevé ». Programmes non financés, non argumentés, jetables, pour faire joli. Déréalisés. Faut-il donc s'habituer aux campagnes sans idées ?